

Préparer la réforme

L

a nécessité d'une réforme du mode de scrutin ne fait plus de doute tant les distorsions que crée notre système uninominal à un tour sont importantes. Si un certain consensus existe entre partis au Québec à ce sujet, la volonté politique semble malheureusement faire défaut. Pour le premier ministre Bernard Landry, ce projet doit en effet s'inscrire dans le cadre d'une réforme complète de nos institutions politiques... au lendemain de la souveraineté.

Les arguments qu'exposait M. Landry en entrevue la semaine dernière ne sont pas à rejeter du revers de la main. Il est juste de penser que l'introduction d'un élément de proportionnelle dans le mode de scrutin pourrait fragiliser notre système politique. Le risque est, bien sûr, d'ouvrir la porte à des gouvernements minoritaires, une perspective qui répugne à n'importe quel chef de gouvernement. On pourrait aussi poursuivre le raisonnement du premier ministre en soulignant que, dans un contexte de rapport de force avec Ottawa, l'élection d'un gouvernement minoritaire affaiblirait le Québec.

Faut-il pour autant attendre de tout revoir notre système politique avant d'agir? En fait, M. Landry ne fait que repousser une réforme dont il ne veut pas à ce moment-ci. Ses arguments sont loin d'être à toute épreuve. Les risques d'instabilité qu'il évoque existent déjà. Le mode actuel de scrutin a permis, rappelons-le, l'élection de nombreux gouvernements minoritaires au Canada. John Diefenbaker, Lester B. Pearson, Pierre Elliott Trudeau, Joe Clark ont tous dirigé des gouvernements minoritaires à Ottawa sans que cela crée des situations insurmontables, ni ne menace la stabilité du pays. Rien d'ailleurs ne nous garantit qu'au lendemain de la prochaine élection, nous ne nous retrouvons pas avec un gouvernement minoritaire au Québec. Quoique improbable, la chose est du domaine du possible en raison de la présence de tiers partis.

Ce qui est sûr, c'est qu'une telle réforme est complexe. Notre système politique est fait de délicats équilibres qu'il faut respecter. La formule idéale n'existe pas en soi. Mais, chose certaine, on ne la trouvera pas si on repousse le débat aux calendes grecques. Pourquoi attendre «après la souveraineté» pour engager une réflexion qui demandera de toute façon plusieurs mois? Pourquoi ne pas confier à un comité de sages, constitué par exemple d'anciens politiciens, le mandat d'engager une réflexion, de mener un débat public et de rechercher un consensus? Il est bien improbable que ce comité arriverait à mettre en place un nouveau mode de scrutin avant les prochaines élections, mais au moins le travail serait engagé. Tous ceux qui croient à la nécessité d'une réforme seraient rassurés.

bdescoteaux@ledevoir.ca



*Bernard
Descôteaux*

